Au croisement des contre-discours, Viktor Orbán, figure centrale de la campagne des élections européennes de 2019

Renáta Varga

▶ **To cite this version:**

Renáta Varga. Au croisement des contre-discours, Viktor Orbán, figure centrale de la campagne des élections européennes de 2019. Philippe J. Maarek et Nicolas Pélissier. L'Europe au défi des populismes nationaux. La communication politique centrifuge des élections de 2019, L'Harmattan, 2020, 978-2-343-20718-6. hal-03114360

HAL Id: hal-03114360
https://hal.science/hal-03114360

Submitted on 18 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Varga Renáta (2020), « Au croisement des contre-discours, Viktor Orbán, figure centrale de la campagne des élections européennes de 2019 », in Maarek Ph. J. et Pélissier N., *L'Europe au défi des populismes nationaux. La communication politique centrifuge des élections de 2019*, Paris, L'Harmattan, 93-113.

Cette étude propose d'analyser les spécificités de la campagne des élections européennes à travers la figure de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, de plus en plus médiatisé dans l'espace public européen. Nous souhaitons montrer que Orbán est devenu une figure centrale de la campagne à travers une série de contre-discours qu'il produit depuis plusieurs années et qui l'ont ciblé comme un des adversaires principaux de la campagne. Orbán est un leader populiste en exercice depuis 2010, réélu en 2014 puis en 2018 et fort de cette légitimité, il développe une stratégie de communication et des actions politiques qui consistent à se positionner contre le discours institutionnel européen[1]. Il attaque l'UE notamment par rapport à la gestion de la migration, la politique migratoire, la sécurisation des frontières de l'espace Schengen et la souveraineté des Etats-membres. A cause de ses positionnements polémiques et ses actions politiques Orbán s'est trouvé au croisement des contre-discours, il est devenu une des cibles principales des leaders européens notamment des libéraux comme Emmaunel Macron, Président de la république française, leader du mouvement La République En Marche ! et Guy Verhofstadt, chef de file du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE). Cette analyse souhaite montrer que durant la campagne des élections européennes le Premier ministre hongrois a largement tiré profit de sa stratégie de communication : ces contre-discours qu'il a lui-même produits puis suscités et alimentés, ont contribué à renforcer sa légitimité et son pouvoir politique au niveau national et européen. La notion de contre-discours est empruntée aux travaux de Auboussier et de Ramoneda (2015), elle est à entendre ici au sens large : tout discours qui se définit par proximité et différenciation par rapport à d'autres discours (Varga, 2019b).

Après avoir contextualisé notre propos en présentant la stratégie de communication développée par Orbán depuis la crise migratoire de 2015, nous aborderons la forte polarisation de cette campagne des européennes : la série d'oppositions construites par les leaders populistes et libéraux. Nous illustrerons ensuite la stratégie de contre-discours par 3 exemples issus de la communication du gouvernement hongrois, qui représentent trois moments forts ayant structuré la campagne. Enfin, nous conclurons par les bénéfices que le Premier ministre a tirées de cette stratégie de contre-discours.

1. La stratégie de communication de Orbán au service d'un Etat Illibéral

Depuis 2015, la thématique de la migration occupe la place centrale dans la communication officielle du gouvernement hongrois (Varga, 2017 ; 2019a). La Premier ministre s'est saisi de l'opportunité événementielle de l'arrivée des migrants sur le sol européen et des attaques terroristes dans des capitales européennes pour mettre en œuvre une stratégie de communication fondée sur la construction des figures de l'ennemi (Varga, 2016) attaquant les migrants, les ONG œuvrant pour les droits de l'Homme et l'UE. Cette stratégie lui a permis de mettre en œuvre en Hongrie une politique de sécurisation du territoire et d'installer un climat de peur[2] (Wodak, 2015) en se

[1] Orbán ne cesse de souligner – non sans fierté - qu'il est considéré par les leaders européens comme le « mouton noir », mais suggère aussi que le *mainstream* changera prochainement de « camp » : « Personne ne peut exclure en ce moment que le *mainstream* de l'Europe ne se trouvera pas, dans les années à venir, là où l'on a précisément essayé de renvoyer la Hongrie. C'est ainsi que le mouton noir deviendra troupeau, et l'exception, règle. » (23.07.2016).

[2] La progression du parti Fidesz lors des différentes échéances électorales montre l'efficacité de cette politique. En témoignent aussi multiples cas rapportés dans les médias comme celui d'Öcsény, une commune de 2800 âmes au sud de la Hongrie, où une initiative privée avait projeté d'accueillir en vacances des enfants reconnus officiellement par l'Etat hongrois comme réfugiés, sans compter avec la colère des habitants qui se sont révoltés contre cet accueil. Orbán a félicité l'expression « claire » et « ferme » de la population de Öcsény ajoutant que « les Hongrois aiment les enfants

positionnant ouvertement contre le discours institutionnel de l'Union Européenne. Il a utilisé cette thématique pour consolider son pouvoir au niveau national, et pour affirmer son leadership sur le plan européen. Orbán a théorisé ce qu'il appelle la guerre d'indépendance nationale (Sárközy, 2018 : 75) et se définit comme chef de guerre, qui mène une guerre permanente contre l'UE. Cette stratégie est intégrée dans l'exercice-même du pouvoir, c'est ce que Sárközy appelle média-marketing gouvernance (2018 : 364). Dans cet objectif, le gouvernement hongrois mène de façon continue des campagnes de communication agressives et soutenues, accompagnées de dispositifs de propagande présentés comme des « dispositifs de démocratie participative » appelés « consultations nationales »[3] (Barát, 2017, Varga, 2019b). Avec ces campagnes le gouvernement a fabriqué un labyrinthe de haine (Antal, 2019) soutenant le projet politique de déconstruire l'ordre établi pour reconstruire un nouvel ordre nommé « Etat illibéral »[4]. Le régime Orbán est qualifié par Gyulai comme un « régime hybride se situant dans une 'zone grise' entre démocratie et autocratie » (2017) qui sert l'objectif de s'installer durablement au pouvoir[5] (Müller, 2016). Selon Bíró-Nagy, « based on Fidesz's actual policies, it is also fair to deduce that illiberal democracy also features measures aimed at eliminating checks on executive powers » (2017 : 36). Bozóki analyse la politique du Premier ministre comme fondée notamment sur l'arène centrale du pouvoir, la rhétorique de l'unification nationale et sa volonté de changer l'élite. « He wanted to create a system based on monopolizing the most important elements of political power (…). In his view, the central arena of power should be filled by the politically homogenized culture of the national community, which is largely defined on the basis of ethnicity. » (2015 : 13).

Orbán oppose ce qu'il appelle démocratie illibérale à la démocratie libérale. Les libéraux sont désignés comme adversaires principaux et attaqués sur le plan moral. C'est pour défendre la domination du système de pensée national-chrétien que Orbán a parlé de la fin de l'ère spirituelle-idéologique du « blabla libéral » (5.09.2015). Au libéralisme qu'il décrit comme décadent, le Premier ministre oppose le système de pensée national-chrétien qui selon ses vœux doit « retrouver sa place dominante non seulement en Hongrie mais aussi dans toute l'Europe » (5.09.2015). L'arrivée des migrants sur le sol européen en 2014-2015 a donc constitué une opportunité événementielle que le Premier ministre a saisi pour développer une série de contre-discours contre l'UE, attirant les critiques des leaders européens.

2. Campagne des élections européennes fortement polarisée

2.1 Positionnement populiste : « forces anti-immigration » contre « forces pro-immigration »

La vision et la stratégie de campagne de Viktor Orbán et du parti Fidesz qu'il préside se situent dans la continuité de sa communication et de ses actions politiques développées depuis 2015. Ainsi, durant la campagne Orbán a continué à construire une série d'oppositions avec une forte polarisation et l'essentialisation des thématiques abordées. Dans le récit construit, Orbán a opposé le libéralisme et la « démocratie illibérale » qu'il définit comme nationale-chrétienne, soulignant les valeurs : travail, famille et nation.

(…) mais il y a eu tellement de mensonges concernant les migrants que si l'on avance qu'il n'y aura que des enfants, les Hongrois se disent : d'abord des enfants, ensuite des parents, ensuite la réunification de la famille ». (Thüringer, 2017)

[3] Le gouvernement hongrois a mis en place depuis 2015 une série de dispositifs pour renforcer son message et pour pouvoir affirmer le soutien du peuple hongrois dans sa vision et pour ses actions politiques :
2015 : « consultation nationale sur *l'immigration et le terrorisme* » ;
2016 : campagne « *Le saviez-vous ?* » pour le référendum sur le refus des quotas de relocalisation des réfugiés ;
2017 : campagnes « *Arrêtons Bruxelles* » et « Stop Soros » ;
2018 : « consultation nationale sur le *Plan Soros* » et « consultation nationale sur la *Défense des familles* » (hongroises).

[4] http://www.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-Orbán-s-speech-at-the-25th-balvanyos-summer-free-university-and-student-camp

[5] Au lendemain de sa victoire aux élections législatives de 2018, Orbán a indiqué vouloir rester au pouvoir jusqu'en 2030 (10.05.2018).

> « Affirmons tranquillement que la démocratie chrétienne n'est pas libérale. La démocratie libérale est libérale, mais la démocratie chrétienne, par définition, ne l'est pas. Elle est, si vous voulez, « illibérale ». (…) la démocratie libérale soutient le multiculturalisme, la démocratie chrétienne donne la priorité à la culture chrétienne, ce qui relève d'une pensée « illibérale » ; la démocratie libérale soutient la migration, la démocratie chrétienne est contre, ce qui est une pensée clairement « illibérale » ; et la démocratie libérale soutient les modèles de famille à géométrie variable, alors que la démocratie chrétienne soutient le modèle de famille traditionnel, ce qui est aussi une pensée « illibérale » »[6]. (28.07.2018)

Pour réfuter les critiques qui lui sont adressées depuis 2014, notamment par l'UE, les leaders européens, les chercheurs ou les analystes, et qui pointent l'incompatibilité entre démocratie et illibéralisme (Voir notamment Foessel, 2018), Orbán s'appuie sur l'exemple de la migration, de l'immigration et de la société multiculturelle pour montrer le dysfonctionnement du système libéral qu'il considère comme preuve du caractère « non-démocratique » du libéralisme.

> « Dans l'Europe de la société ouverte d'aujourd'hui, il n'y a plus de frontières, les Européens sont interchangeables avec les immigrés, la famille est devenue un cadre de cohabitation variable selon les goûts, la nation, la conscience nationale, le sentiment d'appartenance à une nation sont considérés sous clef négative et comme devant être dépassés, et l'Etat ne garantit plus la sécurité en Europe. (…) la démocratie libérale s'est donc transmuée pour devenir une « non-démocratie libérale ». Cela veut dire qu'en Occident il y a le libéralisme, mais pas la démocratie. » (28.07.2018)

La campagne des élections européennes reprend entièrement sa rhétorique habituelle. Elle est caractérisée non pas comme un affrontement politique, mais comme une guerre entre les « forces anti-immigration », représentées par Orbán et Salvini qui - dans le récit construit par la communication gouvernementale - défendent la civilisation chrétienne, l'Europe nationale-démocrate ainsi que la civilisation européenne et les « forces pro-immigration » qui - selon lui - souhaitent une « civilisation mélangée : la cohabitation de l'islam et de la religion chrétienne ». Dans ce discours, NOUS est incarné par le chef (Orbán) ayant une vision pour l'Europe et endossant le rôle de sauveur de la Hongrie et de la civilisation européenne. Quant à la figure de l'ennemi (EUX), elle est définie comme la « maffia libérale », « le pouvoir de l'ombre financier » et les « organisations[7] soutenues et commandées par Georges Soros », qui se cachent derrière les « forces pro-immigration » (i.e. les leaders européens, la Commission européenne et plus largement l'UE). L'utilisation de l'exemple de Georges Soros, homme d'affaires américain d'origine hongroise incarnant la figure du mal absolu fait partie de la stratégie de communication depuis la campagne « Stop Soros » en 2017, orchestrée par l'agence de communication de Arthur Finkelstein[8] (D. Kovács, 2019). Les thématiques centrales de la campagne du Fidesz sont la migration et l'immigration, la souveraineté nationale, les frontières de l'espace Schengen et la civilisation chrétienne en danger. Le message est clair : rejet de la migration et de l'immigration[9], au nom de la civilisation et des valeurs chrétiennes, et au nom de la défense des intérêts des

---

[6] Pour citer les extraits de discours de Viktor Orbán nous nous appuyons sur la traduction certifiée par le cabinet du Premier ministre, disponible (en français ou en anglais) sur le portail du gouvernement hongrois : https://www.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches. Les messages de campagne (affiches, posts Facebook et vidéos) ont été traduits par nos soins.

[7] Cette formulation vise notamment l'ONU et les ONG œuvrant pour les droits de l'Homme comme l'association Hungarian Helsinki Comittee qui défend l'Etat de droit et les droits des populations vulnérables. Les attaques contre ces organisations ont été très fortes durant la campagne des élections législatives de 2018 et se sont aussi traduites dans un ensemble de propositions législatives adoptées en juillet 2018, intitulé « Stop Soros ».

[8] Arthur Finkelstein décédé en 2017, est connu pour être l'inventeur des campagnes politiques négatives.

[9] La communication gouvernementale utilise de façon récurrente le terme immigration [bevándorlás] pour désigner la migration et le mot immigré pour désigner les migrants. Cette association volontaire des migrants et des immigrés suggère que les migrants sont des immigrés économiques qui souhaitent s'installer en Hongrie pour profiter du système. Orbán les considère comme des « parasites » : voir son raisonnement lors de sa conférence de presse avec David Cameroun à Londres le 6 janvier 2016 à propos des Hongrois vivant en Grande-Bretagne qui « ne sont pas des parasites » (Lamour, Varga, 2017 : 5-6).

citoyens. Orbán répète depuis 2015 que la volonté du « peuple hongrois » est « que l'Europe reste aux européens et que la Hongrie reste le pays des Hongrois » (19.05.2015). Par le message systématique du rejet des migrants et de l'immigration, du refus d'utiliser le mot réfugié, le gouvernement et plus largement l'Etat utilise le racisme comme arme civilisationnelle (Antal, 2019 : 80). Deux slogans ont été choisis et martelés durant la campagne des européennes par le parti Fidesz : « envoyons un message à Bruxelles : il faut arrêter l'immigration » et « La Hongrie d'abord », qui fait penser au slogan « America first » de Donald Trump pour qui Orbán ne cache pas son admiration. Ces messages diffusés sur les affiches urbaines étaient également déclinés sur les réseaux sociaux sous plusieurs formes, dramatisant à l'extrême l'enjeu de la campagne.

> « Soutenons le programme de Viktor Orbán ! Arrêtons la migration ! Que Bruxelles arrête de financer les organisations qui aident la migration ! Votez pour le Fidesz ! » (Post Facebook, Fidesz, 25.05.2019)

L'on retrouve dans les messages diffusés tous les éléments du discours populiste tels que Charaudeau le définit : « une stratégie de conquête ou d'exercice du pouvoir à travers un discours qui reprend la scénographie du discours politique en en radicalisant les imaginaires : la dénonciation du désordre social est exacerbée en crise dont le peuple est victime ; la critique des responsables devient satanisation des coupables ; la défense des valeurs se fait dans un discours d'exaltation paroxystique ; et le leader se construit une image de sauveur providentiel. » (2016 : 37).

2.2. Positionnement des leaders libéraux européens : « progressistes » contre « populistes »

Les leaders libéraux européens comme Emmanuel Macron et Guy Verhofstadt, président du groupe ALDE au Parlement Européen, ont également polarisé leur campagne et construit des oppositions fortes dans leur communication. Ils ont mis en discours un affrontement entre les « progressistes », terme utilisé pour se nommer et les « populistes » désignant ainsi leurs principaux adversaires. Dans leur interprétation, les progressistes[10] sont ceux qui souhaitent sauver l'UE du désagrègement, de la destruction et des catastrophes. L'enjeu de cette communication était un enjeu européen : l'idée qu'une poussée des forces populistes lors du scrutin européen pouvait être désastreuse pour l'avenir de l'UE. En ce sens, les libéraux (le groupe ALDE et ses alliés) ont adopté, à l'instar de Viktor Orbán, une spirale de la négativité (Labbé et Monières, 2013) pour attaquer les leaders populistes. L'affrontement entre ces leaders et groupes politiques s'est déroulé dans les médias traditionnels et sur les réseaux socionumériques, et s'est incarné dans les campagnes nationales (débats, interviews).

Le cadre de cette étude ne nous permet pas d'analyser les campagnes des leaders libéraux, nous illustrerons nos propos par quelques exemples. Ainsi, Emmanuel Macron s'est saisi des attaques de Orbán à son encontre durant l'été 2018 (Gauquelin, 2018) pour riposter « Orbán and Salvini are right to see me as their main opponent ! » (King, 2018). Ce positionnement clair qui s'est traduit sous différentes formes durant la campagne a contribué à légitimer le leadership de Orbán en lui attribuant la place de l'adversaire légitime sur l'échiquier politique européen. Le Clip vidéo du gouvernement français[11] diffusé en octobre 2018 sur le site « Oui je vote »[12] incitant à mobiliser les citoyens pour les élections européennes dramatise ainsi les enjeux de l'élection. Ce clip met en scène des images de choc de drames humains et de catastrophes naturelles et un message court et simple avec des choix binaires :

---

[10] Durant la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a utilisé le terme « progressisme » comme un mot allant de soi, cultivant volontairement « un vide idéologique et programmatique susceptible de convaincre tout le monde ou au moins de ne désobliger personne. » (Mayaffre, 2017 :144).

[11] Le clip vidéo est disponible sur Youtube https://www.youtube.com/watch?v=2ZY27-DjzOE.

[12] Le site Oui je vote est consultable à l'adresse https://www.gouvernement.fr/oui-je-vote, mais son contenu a changé depuis octobre 2018.

> « Immigration : maitriser ou subir ? Climat : agir ou ignorer ? Emploi : partenaires ou concurrents ? (Image de meetings de Salvini et d'Orbán) Europe : union ou division ? En mai 2019 l'Europe changera. A vous de décider dans quel sens »

Les premières images du clip montrent les migrants sur les bateaux en méditerranée et le clip suggère que la migration et l'arrivée des migrants sur le sol Européen se trouve parmi des préoccupations prioritaires. Sur le même site, des informations d'ordre factuel explicitent les enjeux de l'élection, le déroulement et les règles, les démarches à faire pour s'inscrire sur la liste électorale. Ces informations sont organisées par type de contenu en blocs de texte, en arrière-plan de chacun une image apparait en filigrane. L'une de ces images représente une clôture de barbelés avec des hommes qui sont en train de la traverser[13]. Cet exemple comme d'autres éléments de la campagne montrent que Emmanuel Macron et la LREM ont adopté les thématiques de la migration, de l'immigration et des frontières parmi les thèmes centraux de la campagne. Empruntant ainsi de façon certes non exclusive, le cadrage proposé par Orbán.

Il est incontestable qu'Emmanuel Macron a diffusé durant la campagne un discours positif tourné vers l'avenir de l'Europe, notamment en publiant le 4 mars 2019 une tribune « Pour une Renaissance européenne »[14] dans la presse des 28 Etats membres (traduite en 22 langues), souhaitant ainsi affirmer son leadership européen. Cependant, dans la campagne nationale en France, la LREM a également mis l'accent sur des messages anxiogènes, ce qui rappelle sa rhétorique du « en même temps », très commentée durant la campagne présidentielle de 2017 (Bigorne et alii, 2017 ; Mayaffre, 2017). Nous pouvons constater ainsi une similitude dans la polarisation des enjeux de l'élection, dans la dramatisation du discours et des choix binaires offerts aux électeurs. A l'instar de Viktor Orbán, Emmanuel Macron et les leaders libéraux européens opposaient durant la campagne un EUX exclusif à un NOUS inclusif. Le choix proposé aux électeurs était la catastrophe, ou bien l'Europe sauvée.

3. Attaques et contre-attaques : la campagne du Premier ministre hongrois en trois actes

Nous souhaitons montrer la stratégie de Viktor Orbán en nous arrêtant à trois moments forts de sa campagne. Ils ont donné lieu chacun à de nombreux commentaires, à de fortes critiques, ils ont bénéficié d'une médiatisation importante et ils peuvent être considérés comme des instants discursifs (Moriand, 2007). Il nous semble que pour Orbán la campagne s'est jouée lors de ces trois moments, sur la scène européenne, et bien en amont de la période officielle de campagne.

3.1. Le vote du rapport Sargentini : démarrage de la campagne

Pour démarrer sa campagne pour les élections européennes, Orbán a choisi le vote du rapport Sargentini[15] le 11 septembre 2018 où les médias européens étaient braqués sur le Parlement Européen. Ce rapport, rédigé par la députée des Verts Judith Sargentini montre, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée. Notamment quant à l'indépendance de la justice, le fonctionnement de l'audiovisuel et des médias, la liberté de la vie scientifique, les droits des minorités, les droits des migrants, etc. L'enjeu du vote de ce rapport était le déclenchement de l'article 7 du traité de l'Union Européenne contre la Hongrie. Le vote de ce rapport au Parlement Européen par une majorité, y compris par les membres

[13] Ce contenu, capté le 29.10.2018 n'est plus accessible sur le site.
[14] https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/03/04/pour-une-renaissance-europeenne
[15] En réalité, le gouvernement hongrois a commencé à contester ce rapport dès le lendemain de la victoire du parti Fidesz aux élections législatives du 2018, lorsque Zoltán Kovács, porte-parole du gouvernement, se sentant légitimé par le résultat électoral, a déclaré : « Le rapport de Madame Sargentini est évidemment celui de l'empire Soros, le rapport du réseau Soros. Non seulement parce que ceux qui le rédigent sont liés à cet empire de mille façons, mais aussi parce qu'ils ont tenté à plusieurs reprises au cours des huit dernières années de ternir et de discréditer la Hongrie avec les mêmes mensonges. » (13.04.2018).

de son groupe parlementaire, le Parti Populaire Européen (PPE) a provoqué la colère de Viktor Orbán qui a prononcé un discours très virulent :

> Let us speak plainly: you want to denounce Hungary because the Hungarian people have decided that our homeland will not become an immigrant country. With due respect, but in the strongest possible terms, I reject the threats, the blackmail, the slander and fraudulent accusations levelled against Hungary and the Hungarian people by the European Parliament's pro-immigration and pro-migrant forces. I respectfully inform you that, whatever decision you come to, Hungary shall not bow to blackmail: Hungary shall continue to defend its borders, stop illegal immigration and defend its rights – against you, too, if necessary. We Hungarians stand ready for the elections next May, when the people will finally have the chance to decide the future of Europe, and will have the opportunity to restore democracy to European politics. (11.09.2018)

Le Premier Ministre a choisi donc d'être sous le feu des projecteurs pour se positionner seul contre tous, pour lancer sa campagne sur l'image de la résistance de la Hongrie contre la pression et les attaques « des petits dirigeants de grands pays européens (qui) veulent se venger sur le grand premier ministre d'un petit pays parce qu'il dit la vérité » (Eörsi, 2018). Il s'est positionné dans la campagne à double échelle : à l'échelle européenne et à l'échelle nationale. Pour mobiliser ses électeurs, il a posté une vidéo sur sa page Facebook en partance pour Strasbourg - lieu des débats -, sur le rapport Sargentini, désignant clairement ses adversaires :

> Les députés pro-immigration sont majoritaires au Parlement européen et s'apprêtent à se venger contre la Hongrie parce que les Hongrois ont décidé de ne pas devenir un pays d'immigrés. La vérité est que le jugement est déjà écrit et je pars à Bruxelles pour défendre la Hongrie et le peuple hongrois des accusations injustes et des mensonges. (Post Facebook, 11.09.2018)

3.2. Attaques contre Guy Verhovstadt et Judith Sargentini

La machine de propagande s'est mise en marche rapidement après la séance du Parlement Européen pour créer une dynamique et retourner cet échec en acte héroïque auprès des électeurs du Fidesz. Ainsi, début octobre une campagne multimodale – diffusée dans plusieurs médias : TV, presse et réseaux sociaux[16] – a été organisée contre Judith Sargentini et Guy Vershofstadt, très actif au Parlement européen contre Orbán :

> Information gouvernementale
> La majorité pro-immigration du Parlement Européen veut nous faire taire parce que nous défendons avec une clôture notre patrie et l'Europe. Maintenant ils veulent nous priver du droit de la protection des frontières. Ne cédons pas au chantage ! Défendons la Hongrie !

Les images montrent les photos de Guy Vershofstadt et de Judith Sargentini et en arrière-plan celle de Georges Soros. Cette communication illustre les propos du Premier ministre selon lesquels dans les coulisses, c'est Soros qui tire les ficelles de l'UE et les parlementaires avec les leaders européens ne sont que des pions sur son échiquier. L'objectif était de marteler auprès du noyau dur de Fidesz qu'il existe un complot du monde financier ayant pris en otage l'UE. Selon cette narration, tous ceux qui sont contre le parti Fidesz et Viktor Orbán sont les émissaires de Soros et souhaitent par conséquent le déclin de la Hongrie et de la civilisation européenne.

Une autre campagne a davantage ciblé Guy Verhofstadt, notamment par des posts diffusés sur le blog rédigé en anglais par le porte-parole du gouvernement Zoltán Kovács « About Hungary »[17]. Un montage vidéo a également circulé dans lequel on lui prête une citation trafiquée à partir des propos décontextualisés (HVG.hu, 2019). Ce montage a également été présenté dans une campagne mobile.

---

[16] https://www.facebook.com/kormanyzat/videos/ne-engedjünk-a-zsarolásnak/2283864578525192/

[17] This is Guy Verhofstadt. He wants MORE MIGRATION. It's time to shake up Brussels. Let's protect Europe ! About Hungary 13.10.2018, http://abouthungary.hu/

Figure 1. Campagne mobile contre Guy Verhofstadt, Octobre 2018

La réaction du groupe ALDE ne s'est pas fait attendre : il a répliqué par une contre-campagne mobile d'abord à Bruxelles puis à Budapest, prolongeant ainsi le bras de fer entre Orbán et les libéraux. Pour cette contre-campagne, ALDE s'est inspiré des campagnes de communication menées par le gouvernement hongrois notamment les campagnes « Arrêtons Bruxelles » et « Stop Soros » (2017) qu'il a détournées.

Figure 2. Contre-campagne du groupe ALDE « Stop Orbán », 15.11.2018

3.3. Conflit avec la Commission Européenne et le PPE : l'affiche de la discorde

Le troisième moment fort de la campagne du gouvernement hongrois était une attaque en février 2019 contre la Commission Européenne « vous aussi vous avez le droit de savoir ce que prépare Bruxelles ». Campagne déclinée en affichage abribus, 4x4 et message diffusé sur les réseaux socionumériques. L'image montre la photo de Jean-Claude Juncker, président de la Commission avec un sourire exagéré pour suggérer qu'il se moque des Hongrois et Georges Soros en arrière-plan, représenté avec le sourire malin du diable. Ce message n'est pas sans rappeler la campagne du gouvernement menée en 2017 « Stop Soros », dans laquelle le slogan était « rira celui qui rira le dernier ». La Commission Européenne a immédiatement réagi sur Facebook, en anglais et en hongrois, en s'appuyant sur la forme et la structure du message initial « Vous aussi, méritez de connaitre les faits et non des fictions » et rejetant un par un les arguments du gouvernement, représentant Juncker à côté de Orbán pour montrer qu'ils œuvrent ensemble.

Figures 3 et 4 Posts du gouvernement hongrois et la Commission européenne, 19.02.2019

> Vous aussi vous avez droit de savoir ce que prépare Bruxelles!
> Ils veulent introduire les quotas de relocalisation obligatoires. Ils veulent affaiblir les droits de protection des frontières des Etats membres Ils faciliteraient l'immigration par des « visas migrants ». (Gouvernement Hongrois, Facebook, 19.02.2019).

> You, too, deserve FACT, not FICTION.
> There is no « they », only the European Union, with Hungary sitting at the table. The EU supports not undermines not national border protection. There are zero plans for « humanitarian visas ». Member States decide to what extent they want to accept legal migration. (Commission Européenne, Facebook, 19.02.2019).

Quelques jours après la publication du message contre la Commission Européenne, le Premier Ministre a profité de son interview régulière à la radio publique Kossuth, largement pro-gouvernementale, pour développer les éléments-clés de sa campagne et du récit élaboré sur le rôle de l'UE dans l'immigration, opposant la vérité aux mensonges, les faits aux fictions et martelant le devenir de l'Europe comme enjeu principal des élections Européennes.

> What I'm aiming for is something that the rules of normal human thinking class as desirable: that before the election we first clarify the facts. I believe that first of all the Government has an obligation here: the Government must help people to see things clearly, to see what the European elections are about. After that the parties can start their campaigns. So now we're at a stage at which everyone is already thinking in terms of the campaign, but we haven't yet precisely identified what's at stake in the election. In such a situation we must run information campaigns in which we need to tell the people what's at stake in the elections. No one disputes that at the heart of the elections is the issue of immigration. (…) The Brussels bureaucrats – as we call the decision-makers over there – would all like to increase immigration, which as we see it would result in Europe ceasing to belong to Europeans. This information campaign is about their instruments and methods. Whoever wants to know about this and is interested can now access this information and read it. Indeed they can receive further information from us. (22.02.2019)

Cette campagne attaquant ouvertement l'UE et le Président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker, a fait apparaitre de fortes tensions au sein du groupe parlementaire PPE car plusieurs députés ont estimé que le parti Fidesz a franchi la ligne rouge (Kelemen & Pech, 2019) et que son exclusion du groupe s'imposait (Salles, 2019 ; Serdült, 2019). Un bras de fer s'est engagé entre le Fidesz et le PPE et Orbán a ajouté de l'huile sur le feu en déclarant dans une interview que

les membres du PPE qui critiquaient le parti Fidesz étaient « les idiots utiles de la gauche » (02.03.2019). Manfred Weber, Président du groupe PPE, a fait une visite éclair à Budapest le 12 mars 2019, espérant trouver une issue à cette crise. Dans un jeu de dupes, le gouvernement a fait mine de le contenter en recouvrant les panneaux 4x4 placés sur le chemin de l'aéroport pour que Weber ne puisse voir ces affiches hostiles à la Commission Européenne (Földes, 2019). Orbán a promis également d'épargner l'université CEU – qu'il nomme *université Soros* -, dont l'expulsion de Hongrie était bien engagée. Mais les tentatives de réconciliation ont échoué et le PPE a organisé une procédure disciplinaire le 20 mars 2019, puis annoncée comme sanction de suspendre les députés du Fidesz durant une période indéterminée pour que 3 « sages » puissent examiner la situation. Le jour même le parti Fidesz a indiqué dans un communiqué de presse sa suspension volontaire, permettant à Orbán de ne pas perdre la face. A l'annonce de cette suspension, Guy Verhofstadt a déclaré qu'il s'agissait d'une ruse politique qui faisait honte à l'Europe. En effet, la nature de la sanction et ces communications contradictoires montrent le positionnement ambigu du PPE à l'égard du Fidesz (Kugyela, 2019).

Ainsi en 3 moments de communication contre l'Union Européenne et ses représentants, la campagne de Viktor Orbán s'est achevée avant même que la campagne officielle débute. Durant ces trois moments, le gouvernement hongrois a bénéficié d'une couverture médiatique européenne très importante, largement supérieure à celle de la Tribune d'Emmanuel Macron publiée le 4 mars dans les 28 pays Etats-membres de l'UE.

Conclusion : bénéfices pour Viktor Orbán de la stratégie de contre-discours

L'exemple que nous venons de voir montre que la stratégie de médiatisation et le positionnement vis-à-vis des opposants politiques ont dépassé les frontières nationales lors de cette campagne. Ce positionnement a permis d'aborder des enjeux au niveau européen, situant les principaux adversaires hors frontières. Le Premier ministre a orchestré sa campagne à double échelle : d'une part, en personnalisant ses attaques à outrance à l'échelle européenne, il a su maintenir une tension dans l'espace médiatique international et d'autre part, à l'échelle nationale il s'est appuyé sur ces campagnes de délégitimation et de construction de boucs émissaires, pour construire l'image du héros.

Viktor Orbán a tiré un large bénéfice de cette stratégie de contre-discours développée depuis plusieurs années, s'appuyant sur une politique de la peur. Le bénéfice est d'abord électoral car le gouvernement a réussi à mobiliser fortement les électeurs du Fidesz. Avec un taux de participation en forte progression par rapport aux élections de 2014 : 43,48% contre 28,97%, le parti Fidesz a obtenu 52,56%, soit 13 mandats sur 21, 1 mandat de plus par rapport à 2014. Ainsi, ces élections ont vu s'effondrer au niveau national deux des partis traditionnels d'opposition (MSZP et LMP) et confirmé l'effondrement déjà effectif lors des élections législatives de 2018 du parti d'extrême droite Jobbik.

Deuxièmement, force est de constater que les leaders populistes, dont Orbán, ont largement réussi à imposer leurs propres thématiques dans la campagne comme la migration, l'immigration, les frontières et la souveraineté nationale. Leurs adversaires ont fini par adopter ce cadrage, de peur que les électeurs ne leur échappent. Grâce à cette stratégie de contre-discours, Orbán est devenu un repère incontournable au niveau de l'UE car de nombreux leaders européens se sont définis dans leur campagne par rapport à sa politique et son discours, ce qui a permis de légitimer son leadership européen.

Troisièmement, cette campagne a apporté une très forte médiatisation internationale à Viktor Orbán qui a également bénéficié d'une reconnaissance grandissante sur la scène internationale. Ce constat s'impose en considérant les visites officielles durant la campagne. Ainsi, Orbán a rencontré en 2018 et en 2019 quelques leaders autoritaires très influents au niveau international : il a d'abord été reçu par Vladimir Poutine à Moscou le 18 septembre 2018 qui lui a rendu cette visite un an plus tard, le

30 octobre 2019. Ensuite, peu avant les élections, il a aussi été reçu à Washington le 13 mai 2019 par Donald Trump qui a fait une déclaration élogieuse à son égard « Viktor Orbán has done a tremendous job in so many ways ». Enfin, quelques mois après les élections, le 7 novembre 2019, la Hongrie a reçu aussi la visite de Recep Tayyib Erdogan. D'autre part, dans la volonté d'afficher une unité entre leaders populistes européens, Orbán a aussi accueilli à Budapest Matteo Salvini, Ministre de l'intérieur italien et secrétaire fédéral de la Ligue le 2 mai 2019. Le leader italien a largement médiatisé son voyage et n'a pas hésité à vanter son hôte et le modèle hongrois. La seule fausse note durant la campagne était la visite à Budapest du Vice Chancelier Autrichien Heinz-Christian Strache le 6 mai 2019, peu avant la diffusion d'une vidéo compromettant le leader d'extrême droite, causant sa chute et menant à la démission du gouvernement autrichien. Mais finalement le scandale du FPÖ n'a pas terni l'image de Orbán.

L'ensemble de ces éléments montre que ces élections et la campagne qui les a précédées, lui ont permis d'augmenter son influence politique au niveau national et au niveau européen au point que certains comme Tamás (2018) affirment l'Orbánisation de l'Europe.

Références bibliographiques

Antal A. (2019), *Orbán bárkája [L'arche d'Orbán],* Budapest, Noran Libro.

Auboussier J., Ramoneda T. (dir.), (2015), *L'Europe en contre-discours*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.

Barát E. (2017), « Populist discourses in the Hungarian public sphere. From right to left (and Beyond)? », *Journal of Language and Politics* 16 : 4, 535-550.

Bigorne L., Baudry A. & Duhamel O. (2017), *Macron, et en même temps…,* Paris, Plon.

Bíró-Nagy A., (2017), « Illiberal Democracy in Hungary : The social background and pratical steps of building an illiberal state ». In Pol Morillas: *Illiberal Democracies in the EU: the Visegrad Group and the Risk of Disintegration*, Publisher: CIDOB Barcelona, 31-44.

Bozóki A. (2015), « Broken Democracy ; Predatory State, and Nationalist Populism ». In: Krasztev P. & Van Til J.: The Hungarian patient. Social Opposition to an Illiberal Democracy, Budapest, CEU Press, 3-36.

Charaudeau P. (2016), « Du discours politique au discours populiste. Le populisme est-il de droite ou de gauche ? », in J .F. Corcuera & alii. (eds.), *Les discours politiques. Regards croisés*. Paris, l'Harmattan, 32-43.

D. Kovács I. (2019), « Kitálalt a Fidesz kampánytanácsadója: így csináltak Sorosból tökéletes ellenséget » [Le conseiller de campagne de Fidesz a révélé comment ils ont construit à partir de la figure de Soros un ennemi parfait], *24.hu*, 14.01.2019, https://24.hu/belfold/2019/01/14/soros-gyorgy-fidesz-kampany-arthur-finkelstein-george-birnbaum/

Eörsi M. (2018), « Ez a harc lesz a végső? » [C'est la lutte finale?], *HVG.hu*, 10.09.2018.

Foessel M. (2018), « La "démocratie illibérale" n'existe pas », *AOC.Média* (Analyse Opinion Critique), 7 mars 2018, https://aoc.media/analyse/2018/03/05/ne-parlez-plus-de-democratie-illiberale/

Földes A. (2019), « Orbánék egyszerű trükkel vezették meg Webert a Ferihegy-CEU úton », [Le gouvernement Orbán a facilement trompé Weber sur la route Aéroport-CEU), *Index.hu*, 12.03.2019.

Gauquelin B. (2018), « Viktor Orbán se pose en recours contre Emmanuel Macron en vue des européennes », *Le Monde*, 30.07.2018.

HVG.hu (2019), « Manipulált idézettel kampányol maga mellett a kormány külföldön » [Le gouvernement a fait campagne à l'étranger avec une citation truquée], 13.10.2018

Kelemen R. D. & Pech L. (2019), « Of Red Lines and Red Herring: The EPP's Delusions about Restraining Orbán », *Verfassungsblog,* 15.03.2019, https://verfassungsblog.de/of-red-lines-and-red-herring-the-epps-delusions-about-restraining-orban/

King E. (2018), « Macron : Orbán and Salvini are right to 'see me as their main opponent' », *Politico,* 29.08.2018, https://www.politico.eu/article/emmanuel-macron-viktor-Orbán-matteo-salvini-enemies/

Kugyela T. (2019), « Az Európai Néppártnak sikerült négyszögesítenie a kört a Fidesszel » [Avec le Fidesz, l'EPP a résolu la quadrature du cercle], *Index.hu*, 20.03.2019.

Labbé D. & Monière D. (2013), *La campagne présidentielle de 2012. Votez pour moi !,* Paris, L'Harmattan.

Lamour C. & Varga R. (2017), « The Border as a Resource in Right-wing Populist Discourse: Viktor Orbán and the Diasporas in a Multi-scalar Europe ». *Journal of Borderland Studies*. Taylor & Francis (Routledge), 1-16, (First Online 25.11.2017), DOI: 10.1080/08865655.2017.1402200.

Mayaffre D. (2017) : « Les mots des candidats, de « allons » à « vertu » », in Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif, les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses Universitaires de Sciences Po.

Moirand S. (2007), *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF.

Noveli E. & Johansson B. (Ed.), (2019), *2019 European Election Campaign, Images, Topics, Meida in the 28 member states,* Brussels, European Union, June 2019.

Rankin J. (2019), « Brussels accuses Orbán of peddling conspiracy theory with Juncker poster », *The Guardian,* 19.02.2019. https://www.theguardian.com/world/2019/feb/19/brussels-Orbán-jean-claude-juncker-poster-george-soros-hungary

Salles A. (2019), « Au PPE, de plus en plus se demandent s'ils n'ont pas été les "idiots utiles" de l'extrême droite en soutenant Orbán », *Lemonde.fr*, 07.03.2019.

Serdült V. (2019), « A Fidesz legújabb húzása már az Európai Néppártot is kiakasztotta », *Hvg.hu*, 19.02.2019

Sárközy T. (2019), *Illiberális kormányzás a liberális Európában [Gouvernance illibérale en Europe libérale],* Budapest, Park Könyvkiadó.

Tamás G. M. (2018), « Az EU Orbánizálódik, miközben Orbánt bírálja » [L'UE adopte les idées de Orbán alors même qu'elle le critique], *Mérce.hu*, 12.09.2018.

Thüringer B. (2017), « Orbán egyetért a menekültek ellen tiltakozó Öcsényiekkel » [Orbán est d'accord avec les habitants de Öcsény, protestant contre les réfugiés], *Index.hu*, 2017.09.29.

Varga R. (2016), « La construction du mythe de l'ennemi et du héros dans le discours de Viktor Orbán ». In J.F. Corcuera & alii. (Dir.) : *Les discours politiques. Regards croisé*s, Paris, l'Harmattan, 314-323.

Varga R. (2017), « Construction du leadership national et européen de Viktor Orbán à travers les multiples représentations des frontières ». *Management & Gouvernance n°18/2017*, 33-40.

Varga R. (2019a), « La représentation des frontières dans les discours de Marine Le Pen et de Viktor Orbán », In F. Sullet Nylander et alii. (eds.), *Political discourses at the extremes. Expressions of populism in the Romance Speaking Countries*, Stockholm: Stockholm University Press, 321-340.

Varga R. (2019b), « L'humour contre la politique de la peur. La stratégie du parti hongrois du Chien à Deux queues », *SEMEN n°47 : Discours de haine dissimulée, discours alternatifs et contre-discours*, novembre 2019, 103-119.